



Parti vert libéral suisse

Communiqué de presse

Sujet	Session extraordinaire sur l'asile
Pour tout renseignement	Martin Bäumle, président du parti, tél. +41 79 358 14 85 Tiana Angelina Moser, présidente du groupe, tél. +41 76 388 66 81
Expéditeur	Parti vert libéral suisse, Laupenstrasse 2, 3008 Berne Tél +41 31 311 33 03, Courriel: suisse@vertliberaux.ch, www.vertliberaux.ch
Date	9 septembre 2015

Accélérer les procédures, repousser les attaques contre la tradition humanitaire de la Suisse

Les Vert libéraux soutiennent clairement la nouvelle loi sur l'asile. Les procédures en matière d'asile doivent être accélérées, dans l'intérêt tant de la Suisse que des requérants d'asile. L'entrée en vigueur de la nouvelle loi permettra de prendre des décisions qui auront force de chose jugée en moins de six mois et de les exécuter. Les vrais réfugiés pourront dès lors s'intégrer rapidement dans notre société et si possible aussi au marché du travail ; les personnes ayant reçu une décision négative devront par contre quitter la Suisse. La construction facilitée de centres d'asile fédéraux ainsi que la protection juridique des requérants prévue dans le projet sont deux conditions sine qua non pour des procédures plus rapides. La motion urgente de l'UDC, qui entend décréter un moratoire sur l'asile pour une année, fait preuve de mépris de l'être humain et est totalement irréaliste. Les Vert libéraux s'opposent avec détermination à cette motion.

Martin Bäumle explique : „Nous ne voulons pas imposer de limitation du nombre de vrais réfugiés – la tradition humanitaire prime. Afin que la population continue à soutenir cette tradition, les procédures d'asile doivent enfin être accélérées. Les personnes n'obtenant pas l'asile devraient rapidement quitter la Suisse. Une politique de l'asile cohérente et loyale permettrait à la Suisse d'accueillir en ce moment un nombre nettement plus important de vrais réfugiés et d'offrir une protection aux personnes particulièrement vulnérables en provenance des zones en guerre.“

Tiana Angelina Moser ajoute : „La situation actuelle nécessite une réponse à l'échelon international. Tous les pays d'Europe devraient contribuer à accueillir des personnes fuyant la guerre, par ex. en Syrie. D'autre part, il est clair que les personnes dont la demande d'asile a été refusée doivent quitter la Suisse. L'exigence de l'UDC d'exclure toute nouvelle procédure d'asile durant une année et de fermer les frontières, si nécessaire avec l'armée, est une attaque directe contre la tradition humanitaire de la Suisse et totalement irréaliste.“